

18 novembre 2024 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# INTERVENTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUR LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DE LA GOUVERNANCE MONDIALE.

Merci beaucoup, cher LULA, monsieur le Président, cher collègue.

Je veux d'abord saluer le choix du Brésil de porter la réforme de la gouvernance mondiale, qu'elle soit politique, financière ou commerciale, comme priorité de sa présidence, et dire aussi notre plein soutien. La réforme commence en quelque sorte ici, dans la démonstration que nous pouvons faire de notre efficacité collective à traiter les crises du moment.

Le Président Charles MICHEL vient de l'évoquer, plusieurs d'entre nous, depuis ce matin, l'ont évoqué, mais nous nous réunissons à un moment où les crises, les guerres même, avec des situations humanitaires inédites, parcourent et jalonnent notre planète. Et donc, nous devons très clairement dire que nous n'acceptons aucun standard et, sur les grandes crises, avoir là aussi des mots clairs. Je sais que plusieurs amendements ont été proposés et je les soutiens pour avoir des propos qui soient pleinement équilibrés. Le Hamas doit libérer les otages sans délai. Nous demandons un cessez-le-feu immédiat à Gaza et au Liban.

Et de l'autre côté, il faut que la Russie cesse la guerre d'agression qu'elle a lancée en Ukraine et que les civils soient protégés partout.

Et sans revenir sur plusieurs propos qui ont été tenus sur les conflits évidemment les plus prégnants, nous n'oublions pas non plus l'Afrique, où les conflits au Soudan ou dans la région des Grands Lacs nécessitent aussi notre mobilisation, et je dis mon soutien au Président de l'Union africaine, qui est ici avec nous.

Et donc, je crois que notre capacité à avoir de l'efficacité sur ces grands sujets est absolument clé dans la période si nous voulons avoir de la crédibilité. C'est la même chose pour le climat et la biodiversité. Il y a eu des avancées. Kunming-Montréal a été une avancée en matière de biodiversité. Nous avons, ces dernières années, depuis les accords de Paris, conduit à des avancées, mais tout ça est fragile, on le sait bien. À chaque instant, on sait que ça peut être remis en cause par des non-respects ou des sorties. Nous savons aussi que nous avons besoin de nous mobiliser pour que la COP l'an prochain à Belém, au Brésil, puisse être pleinement utile. Et à ce titre, je veux insister sur l'agenda qui est le nôtre. Dans quelques semaines, la COP désertification à Riyad, la COP 30 à Belém, l'année prochaine, le sommet des Nations Unies pour les océans que nous accueillerons à Nice au mois de juin, les sommets pour l'intelligence artificielle que nous aurons à réunir au mois de février prochain, là aussi en France.

Mais ayant dit cela et la nécessité de nous mobiliser sur les conflits les plus importants et sur l'agenda international, qu'il soit commercial, climat, biodiversité ou intelligence artificielle, on voit bien que nous sommes confrontés à un très grand défi. C'est que d'abord, cet ordre ne fonctionne pas tout à fait bien, et je dis ça pour rester poli et dans la litote, parce que nous n'avons pas démontré ces dernières années notre capacité à prévenir ces conflits ou à les régler. Au moment où nous en parlons, nous avons 57 conflits qui jalonnent le monde. Et donc, nous avons une efficacité qui est insuffisante, nous avons une représentation qui est insuffisante, et beaucoup de pays sont exclus de celle-ci, qu'il s'agisse d'ailleurs de la gouvernance financière et des grandes instances ou d'autres, et nous avons un dysfonctionnement parce que les garants en dernier ressort de ce système ne s'entendent plus. Alors, on se retrouve autour des tables. On fait toujours des communiqués. Je crois que la lucidité doit nous conduire à dire qu'assez peu de gens les lisent, et je dis ça sans offense pour tous nos sherpas, que je salue avec reconnaissance et affection, derrière nous. Mais la réalité, c'est qu'un citoyen normalement constitué ne peut pas penser, quand on revient au pays, qu'on a formidablement fait fonctionner la gouvernance mondiale, quand il regarde l'état du monde. On doit quand même se poser légitimement cette question.

Au fond, je crois qu'on a quelques principes simples autour desquels refonder les choses. D'abord, un principe d'universalité, universalité dans la représentation. Il nous faut élargir, je le dis en tant que membre permanent, les membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies à des continents qui ne sont aujourd'hui pas représentés, Afrique et Amérique latine, et à plusieurs grandes économies qui ne sont pas dedans. Il faut aussi réformer le FMI et la Banque mondiale, des instances qui, lorsqu'elles ont été créées, plusieurs États autour de la table, tout simplement, n'étaient pas indépendants ou n'existaient pas. On a aujourd'hui une représentation qui est biaisée dans ces instances.

Principe d'universalité dans nos principes, pas de double standard pour les crises, et je veux le dire ici, nous sommes tous signataires de la Charte des Nations Unies. Plusieurs, autour de cette table, ne respectent pas cette charte. On peut continuer à faire des communiqués, mais on ne doit pas avoir de double standard. Et en particulier, le respect de la souveraineté des États et de leur intégrité territoriale est un principe de cette charte qui doit être respecté, et le droit humanitaire dans les crises et le respect des personnes qu'il défend doit être respecté.

Et puis, principe d'universalité dans le commerce international, comme en matière d'investissement solidaire, où toute fragmentation, fracturation de l'ordre international par des politiques tarifaires qui sont menées par les plus forts conduit simplement tous les autres à ne pas le respecter. Quelle universalité quand les deux principales économies ne respectent plus ces principes ? Je crois que le principe d'universalité est clé si nous voulons vraiment avancer sur une réforme de la gouvernance internationale.

Le deuxième principe, c'est celui de l'effectivité. Je ne serai pas plus long, j'ai détaillé pourquoi je pensais qu'il n'était pas respecté, mais c'est quand on décide de se mettre autour des choses, de s'assurer qu'on les respecte.

Le troisième principe, c'est un principe de stabilité comme moteur de confiance. Je vais simplement prendre deux choses : stabilité financière, c'est d'ailleurs un des cœurs de métier du G20 et je pense que nous devons aujourd'hui pleinement prendre en considération les risques d'instabilité qui sont à l'œuvre. Post-pandémie et inflation, on a des vrais éléments de dérèglement qui sont encore là sur le rapport entre les devises. Je pense que dans notre discussion internationale, on prend très insuffisamment en compte les risques de déstabilisation des cryptomonnaies et des actifs qui sont aujourd'hui, justement, des actifs dits numériques. Il n'y a pas de système de régulation à proprement parler qui existe. Ils ont des conséquences très profondes sur la stabilité de nos économies. Et puis, stabilité en termes de sécurité, parce qu'au moment où nous parlons, nous vivons une période inédite de prolifération des armes, qu'il s'agisse des armes conventionnelles à cause de ce qui se passe essentiellement en Ukraine et au Proche-Orient, et une prolifération aussi potentielle du nucléaire, avec plusieurs pays qui sont au seuil d'obtenir l'arme nucléaire, ce qui pourrait conduire en escalade à des conséquences chez les uns et les autres. Le quatrième élément, c'est un principe de cohérence entre nos agendas.

Je pense qu'il nous faut travailler pour mettre en cohérence notre agenda de commerce et de concurrence, notre agenda de sécurité, notre agenda climatique. Ils ne le sont plus aujourd'hui. Dans les mêmes communiqués, on continue à avoir parfois des mots ou des volontés d'un agenda commercial des années 1990, alors même que nous déployons un agenda climatique qui n'a pas 10 ans et que si nous n'intégrons pas dans notre agenda commercial des exigences climatiques et de biodiversité, et donc la lutte de tous contre la déforestation ou pour permettre de respecter un agenda de biodiversité, on aura très peu de chances d'y arriver. Et je dis ça parce qu'il faut que ce soit une conversation internationale pleinement respectueuse, justement, des capacités à se développer. Ce qui me conduit au cinquième principe, qui est un principe de responsabilité, responsabilité des économies, en particulier les plus riches, à l'égard des autres. Et c'est ce qui nous a conduits, le Président LULA en faisait partie et 67 pays étaient autour de la table quand on a mis en place ce pacte de Paris pour l'époque de la planète, à avoir un agenda qui dit qu'on n'a pas à choisir entre le climat, la biodiversité et le développement parce que plusieurs pays ont eu des modèles de développement qui, parfois, étaient mauvais pour le climat. D'autres sont en fin de développement et ont besoin d'énergie de transition. On doit pouvoir réconcilier ces deux agendas. Il faut le faire sur une stratégie qui est nationale, mais en mettant suffisamment d'argent sur la table.

Et derrière ce principe de responsabilité, pour moi, il y a la nécessité d'avoir un niveau d'engagement public et privé cohérent. À ce titre, je veux saluer vraiment les dirigeants de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC, qui sont autour de la table et qui participent de cette volonté d'optimiser notre agenda commercial et d'investissement pour permettre une balance plus favorable aux pays en développement et à revenu intermédiaire et permettre de tenir nos objectifs en ayant une responsabilité véritable des pays les plus riches. Ceci suppose d'avoir un levier supplémentaire sur les financements privés et d'arriver aussi à avoir des mécanismes pour réduire le risque sur les pays en voie de développement, à revenu intermédiaire, dans la région Amérique latine, dans la région Caraïbes et sur le continent africain, comme dans la région Asie du Sud-Est et Pacifique, où plusieurs économies ont aujourd'hui un déficit de financement privé, tout simplement parce que leur niveau de risque chasse cette monnaie. Nous devons savoir mobiliser les financements publics qui sont les nôtres pour créer des systèmes de garantie, pour faire levier sur les banques de développement et les banques régionales, afin aussi d'attirer davantage d'argent privé sur ces économies pour tenir ces agendas.

Voilà les cinq principes, au fond, assez simples autour desquels, je crois, on peut commencer à essayer d'améliorer ce que, dès maintenant, on doit déjà faire mieux fonctionner. À ce titre, et compte tenu de votre engagement, Président LULA, mon ami, et de ce que j'ai entendu du Président RAMAPHOSA et de sa volonté de poursuivre cela, je pense que c'est maintenant une question d'organisation parce que le risque est grand, et je fais partie maintenant, malheureusement pour moi, des vétérans autour de cette table, mais le risque est grand d'avoir la même réunion dans un an avec les mêmes et de dire : "On va le faire", et d'être les spécialistes du "On va le faire". Et donc, si vous êtes totalement alignés, forts de la discussion qu'on aura aujourd'hui, je pense qu'il faudrait peut-être mettre un groupe de travail de haut niveau en place, au fond, un groupe de travail Rio-Johannesburg qui permette, sur la base de la discussion des leaders d'aujourd'hui, d'avoir deux pages pour dire, au fond : "Voilà, les quelques chantiers qu'on veut travailler" et se dire que pendant les mois qui viennent, nos ministres, nos équipes, mais peut-être aussi des experts de haut niveau de tous les continents puissent travailler et nous soumettre les résultats de la feuille de route Rio-Johannesburg, qui puisse être à ce moment-là adoptée sous présidence d'Afrique du Sud. C'est une remarque très simple, très ancillaire, mais si on pouvait faire ça, là, on aurait, je crois, collectivement avancé.

Comme je n'étais pas le dernier à parler de ma session, je me suis dit que je pouvais m'abstenir de chanter à la fin de mon propos, parce que je suis très jaloux de ce qu'a fait mon frère ADESINA tout à l'heure.